

## Chapitre 11

# Engagement civique des immigrants

*S'engager activement dans la vie de la société du pays d'accueil est un élément central de l'intégration des immigrants. En faisant entendre leurs voix, en s'intéressant au fonctionnement de la société et en participant aux décisions qui modèlent son évolution, les immigrants montrent qu'ils en sont partie intégrante, ce qui est l'objectif de l'intégration. Il y a de nombreux moyens de participer à la vie de la société : participation à des associations, bénévolat, activités syndicales voire politiques. Mesurer ces niveaux de participation est particulièrement complexe. L'engagement envers ces différentes activités peut être très variable et les motivations diverses.*

*Considérer que l'obtention de la nationalité est la finalité du processus d'intégration est un discours courant, mais âprement débattu entre spécialistes. À l'inverse, être étranger ne peut pas en soi être une preuve de non-intégration, de même que l'attachement à son pays d'origine n'est pas lié à un rejet du pays d'accueil. En outre, certaines lois sur la nationalité sont plus restrictives dans certains pays que dans d'autres. Néanmoins, demander la nationalité du pays d'accueil, même si cette démarche peut être motivée par des objectifs administratifs, est un signal fort d'intégration à la société, d'autant plus que, dans de nombreux pays, l'obtention de la nationalité est assortie de nombreux tests de langue, des valeurs et de la culture du pays. Du point de vue du pays d'accueil, obtenir la nationalité permet d'être accueilli dans la communauté des citoyens.*

*Le droit de vote est un des droits fondamentaux des citoyens. Accéder à ce droit est donc perçu comme un facteur d'intégration, une volonté d'influer sur la vie de la société, en participant au choix des gouvernements qui la régissent.*

*Deux des éléments les plus forts de l'engagement civique sont examinés dans ce chapitre : l'acquisition de la nationalité (indicateur 11.1) et la participation électorale qui en découle (indicateur 11.2). Pour une discussion sur ces indicateurs, se reporter à la section « Limites de la mesure » à la fin du chapitre.*



## Principaux résultats

- Près de 2 millions d'étrangers ont acquis la nationalité d'un pays de l'OCDE en 2012, 850 000 d'un pays de l'Union européenne.
- En 2012-13, au sein de la zone OCDE et de l'Union européenne, près des deux tiers des immigrants résidant dans le pays d'accueil depuis au moins dix ans possèdent la nationalité de ce pays.
- L'acquisition de la nationalité est plus courante dans les pays où les naturalisations sont encouragées (pays d'installation et certains pays scandinaves) et dépend aussi des liens historiques entre pays d'accueil et pays d'origine.
- La possibilité de circuler librement tend à limiter les acquisitions, à l'image de la situation des ressortissants européens au sein de l'Union européenne.
- Les immigrants diplômés du supérieur nés dans des pays à plus faibles revenus sont plus souvent naturalisés que ceux venant de pays plus riches. Les immigrants peu diplômés sont à l'inverse plus souvent naturalisés quand ils viennent de pays à revenus élevés que quand ils viennent de pays à revenus plus faibles.
- Entre 2002 et 2012, trois immigrants sur quatre ayant la nationalité du pays de résidence ont participé aux dernières élections nationales contre 80 % des personnes nées dans le pays. Les immigrants de longue date qui ont acquis la nationalité du pays d'accueil sont plus enclins à voter, mais toutefois pas dans les mêmes proportions que les personnes nées dans le pays.
- En moyenne, les immigrants de pays à revenus élevés votent plus souvent que ceux venant de pays à revenus plus faibles, sauf en Israël et au Royaume-Uni.

### 11.1. Acquisition de la nationalité

#### Informations de référence

##### Indicateur

Dans l'idéal, les taux d'acquisition de la nationalité des immigrants devraient être obtenus en divisant le nombre de nationaux nés à l'étranger par le nombre de personnes nées à l'étranger éligibles (c'est-à-dire remplissant les conditions d'obtention de la naturalisation). Mais en pratique les modalités d'obtention de la nationalité sont très différentes selon le pays et selon la situation individuelle de chaque migrant.

La durée de séjour est un critère central d'accès à la nationalité. De nombreuses études montrent qu'il faut en moyenne dix ans pour obtenir la nationalité du pays d'accueil. Le taux d'acquisition présenté est donc la part d'immigrés résidant depuis au moins dix ans dans le pays de résidence et ayant la nationalité de ce pays. Les données ne sont pas disponibles en Corée, en Israël, au Japon et en Turquie.

##### Champ

Immigrés de 15 ans et plus résidant dans le pays d'accueil depuis au moins dix ans. Les immigrants ayant la nationalité du pays d'accueil à la naissance (expatriés) sont inclus car ils ne peuvent être distingués.

En 2012, près de 2 millions d'étrangers ont acquis la nationalité d'un pays de l'OCDE dont 850 000 au sein de l'Union européenne (tableau 11.A1.1). Dans plus des deux tiers des pays de l'OCDE et de l'UE, la majorité des immigrants de longue date (installés depuis au moins dix ans) ont la nationalité du pays d'accueil. En moyenne, 62 % sont dans ce cas au sein de la zone OCDE, une part plus faible au sein de l'UE (59 %) (graphique 11.1).

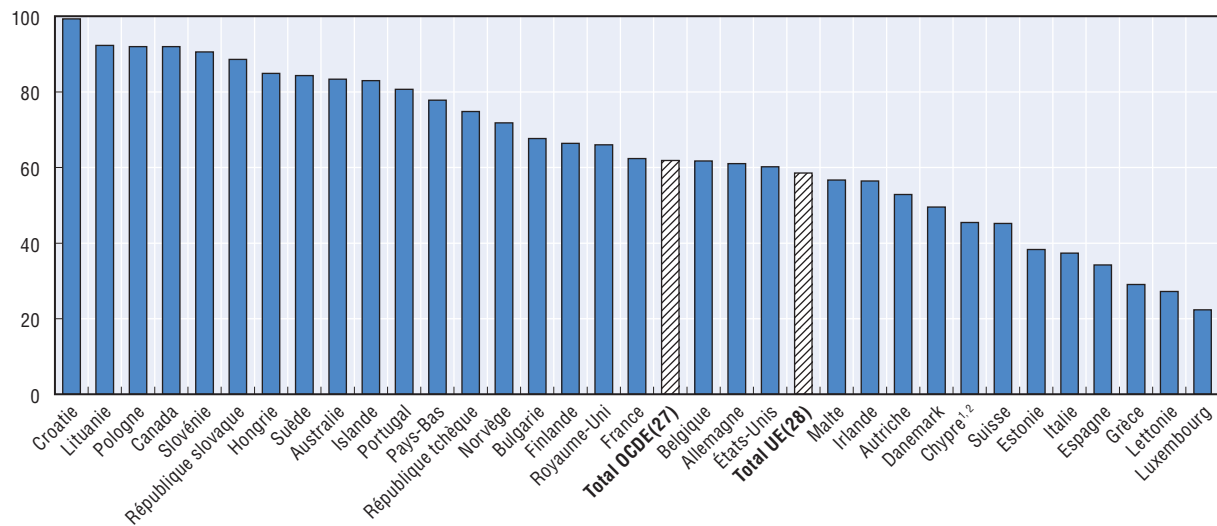
Dans les pays ayant connu l'indépendance récemment ou des changements de frontières, 90 % des immigrants de longue date sont des nationaux. Les immigrants de longue date disposent aussi plus souvent de la nationalité dans les pays où l'accès à la nationalité est encouragé comme en Australie, au Canada ou en Suède. À l'inverse, moins d'un tiers d'entre eux sont des nationaux au Luxembourg, en Europe du Sud et dans les pays baltes (hors Lituanie).

Dans l'ensemble des pays de l'OCDE et de l'Union européenne, les taux d'acquisition des immigrants nés en Europe sont plus faibles qu'ailleurs. La libre circulation des citoyens de l'Union européenne rend la naturalisation moins attractive : moins d'un immigré européen sur deux a la nationalité du pays d'accueil dans l'UE, contre au moins 80 % en Australie, au Canada et aux États-Unis (graphique 11.2). La proximité géographique joue négativement sur l'accès à la nationalité. C'est le cas aux États-Unis, où 44 % des immigrants d'Amérique latine ont acquis la nationalité américaine.

L'accès à la nationalité dépend par ailleurs des liens historiques entre pays d'accueil et pays d'origine. Les immigrants nés dans d'anciennes colonies peuvent ainsi accéder plus rapidement à la nationalité, ce qui est le cas pour 87 % des immigrants d'Afrique au Portugal. Parfois, l'acquisition de la nationalité est facilitée pour certains groupes de migrants, comme les réfugiés. C'est pourquoi plus de 90 % des immigrants originaires d'Afrique ou d'Asie possèdent la nationalité en Norvège ou en Suède, pays de fortes migrations humanitaires.

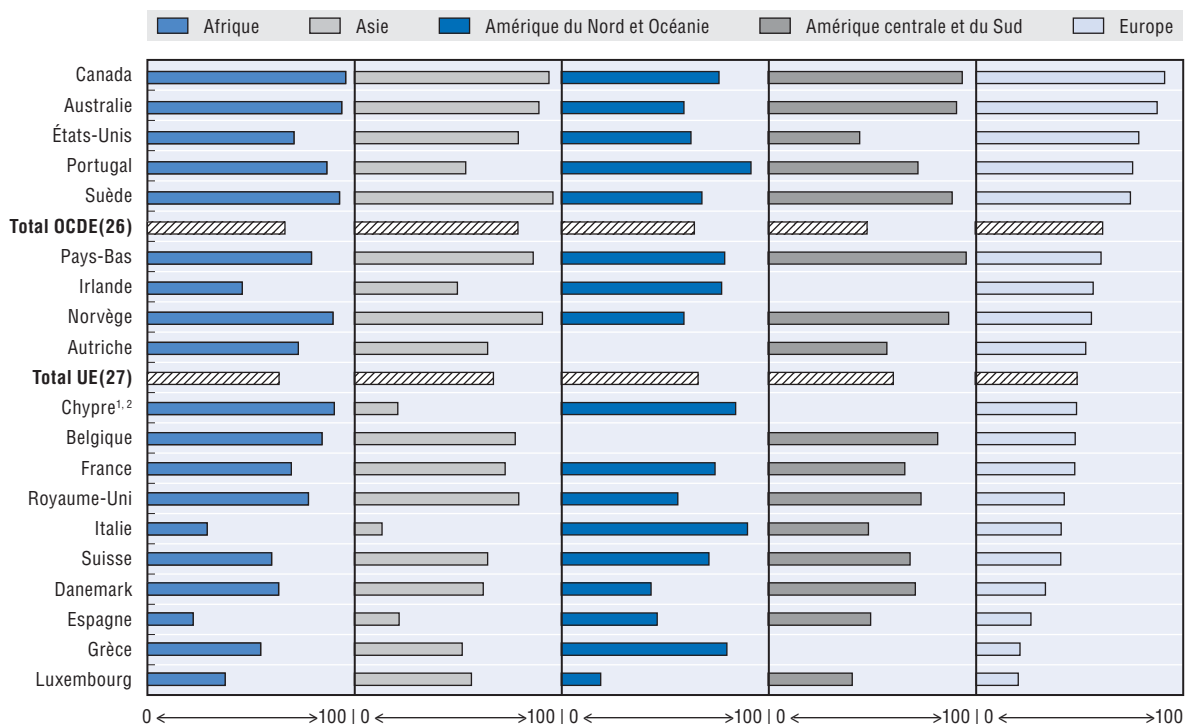
Dans la majorité des pays, les immigrants diplômés du supérieur nés dans des pays à revenus élevés sont moins souvent naturalisés que ceux nés dans un pays à revenus moins élevés (70 % contre 80 % en moyenne au sein de la zone OCDE, graphique 11.A1.1), leurs qualifications provenant d'un pays riche suffisant à leur apporter des opportunités de mobilité professionnelle (y compris internationale). Au contraire, chez les immigrants diplômés du supérieur venant de pays plus pauvres, avoir la nationalité d'un pays à revenus élevés offre davantage d'opportunités de mobilité que s'ils avaient conservé leur nationalité d'origine. Les immigrants peu diplômés des pays à plus faibles revenus sont en revanche moins souvent naturalisés que leurs homologues de pays à plus hauts revenus.

Graphique 11.1. **Pourcentage de nationaux parmi les personnes nées à l'étranger qui résident dans le pays d'accueil depuis au moins dix ans, population âgée de 15 ans et plus, 2012-13**



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217466>

Graphique 11.2. **Pourcentage de nationaux parmi les personnes nées à l'étranger qui résident dans le pays d'accueil depuis au moins dix ans, selon la région d'origine, population âgée de 15 ans et plus, 2012-13**



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217476>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

## 11.2. Participation aux élections

### Informations de référence

#### Indicateur

La participation auto-déclarée aux élections est mesurée au travers d'enquêtes d'opinion publique. Ces dernières demandent aux individus s'ils ont voté aux élections nationales parlementaires les plus récentes dans le pays de résidence. Deux mesures sont présentées ici : taux bruts (graphique 11.3) et taux ajustés (graphique 11.4). Le taux ajusté est celui qui serait observé si la distribution de la population immigrée par âge et par niveau d'éducation était la même que celle des personnes nées dans le pays. Ces données ne sont pas disponibles en Australie car le vote est obligatoire.

#### Champ

Toute personne de 18 ans et plus autorisée à voter aux élections nationales. Peu de pays donnant le droit de vote aux étrangers pour ce type d'élection, cet indicateur se limite aux personnes ayant la nationalité du pays.

Dans l'ensemble des pays de l'OCDE et de l'Union européenne, les trois quarts des immigrés ayant la nationalité du pays d'accueil déclarent avoir voté aux dernières élections ayant eu lieu entre 2002 et 2012. Avec un taux de 80 %, une part légèrement supérieure de personnes nées dans le pays a décidé de voter. Les deux seuls pays où les immigrés votent significativement plus souvent que les personnes nées dans le pays sont la Hongrie et Israël (graphique 11.3.). D'une manière générale, les taux de participation électorale sont plus proches entre immigrés et personnes nées dans le pays en Europe centrale, où beaucoup d'immigrés sont nés en dehors des frontières actuelles mais au sein du même pays à l'époque de leur naissance. Les taux de participation aux élections sont également très proches entre immigrés et personnes nées dans le pays dans certains pays (France, Israël).

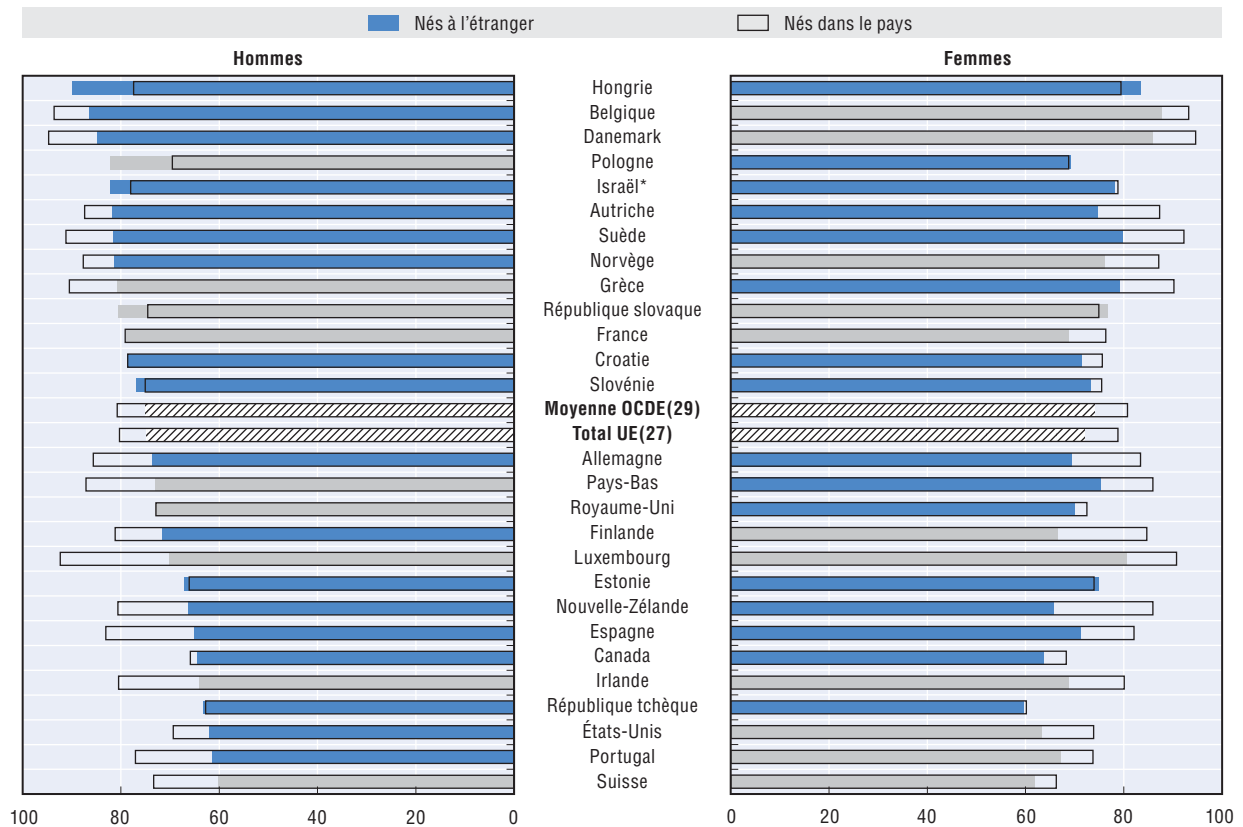
Le taux de participation des immigrés aux élections est le plus bas aux États-Unis et dans quelques pays d'immigration récente (Portugal notamment). En Espagne, seuls deux immigrés sur trois ont participé aux dernières élections contre quatre personnes nées dans le pays sur cinq. Le moindre taux de participation des immigrés dans les pays d'Europe du Sud est dû au fait que de nombreux immigrés ont obtenu la nationalité depuis peu et, de ce fait, sont peut-être moins intéressés ou moins informés sur la politique nationale. Dans certains de ces pays, les immigrés peuvent acquérir la nationalité rapidement après leur arrivée, soit par mariage (Grèce), soit en raison d'anciens liens coloniaux avec le pays d'accueil (Espagne, Portugal).

En moyenne, les hommes, qu'ils soient immigrés ou nés dans le pays, votent un peu plus souvent que les femmes. Cependant, dans les pays où la participation électorale des immigrés est faible, ce sont les femmes nées à l'étranger qui votent le plus. Dans tous les pays, les immigrés votent plus quand la durée de séjour augmente (graphique 11.A1.2). Le taux de participation électorale des immigrés ayant la nationalité et résidant depuis au moins dix ans dans le pays d'accueil est de 20 points supérieur à celui de ceux arrivés plus récemment dans l'ensemble de l'Union européenne et de +15 points aux États-Unis. Après dix ans de séjour, ce taux est même similaire ou supérieur à celui des personnes nées dans le pays en Israël et au Royaume-Uni. Néanmoins, dans les autres pays, ce taux reste inférieur d'au moins 5 points de pourcentage à celui de leurs homologues nés dans le pays.

Les comportements de participation électorale des immigrés selon le pays de naissance sont très variables. Ceux nés dans des pays à revenus élevés votent plus souvent que les autres presque partout, comme c'est nettement le cas en Irlande et en Suisse, où le taux ajusté de participation électorale des immigrés de pays à revenus élevés est supérieur de 20 points de pourcentage à celui des immigrés de pays à revenus plus faibles (graphique 11.4). En France, en Pologne ou en Slovaquie, ces immigrés ont même un taux de participation électorale supérieur, à âge et niveau d'éducation similaires, aux personnes nées dans le pays. À l'inverse, en Estonie, en Israël ou au Royaume-Uni, ce sont les immigrés des pays à revenus moins élevés qui votent le plus.

**Graphique 11.3. Participation auto-déclarée aux élections les plus récentes, personnes immigrées et nées dans le pays, selon le sexe, 2002-12**

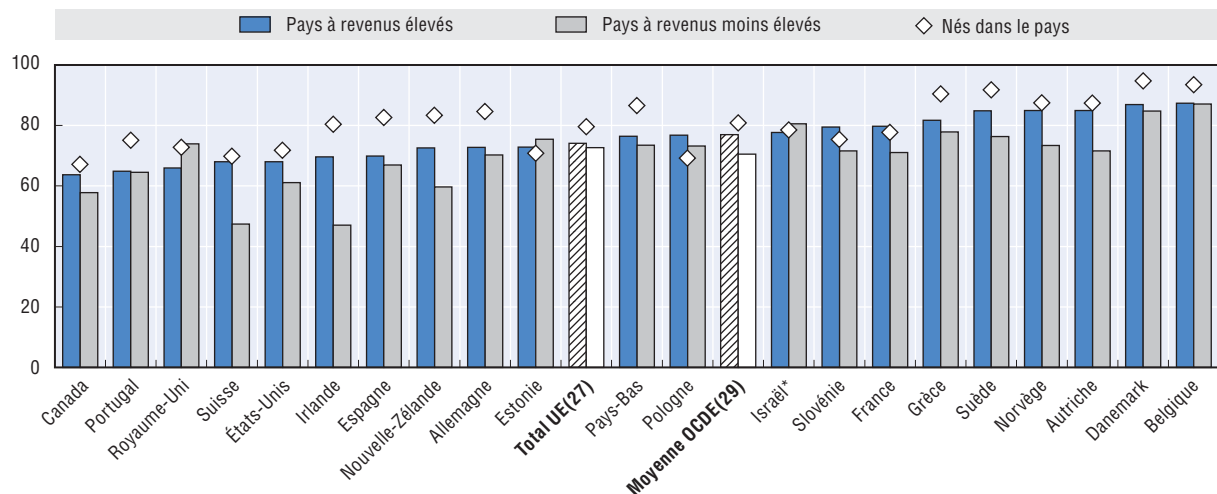
Pourcentage des personnes ayant la nationalité du pays de résidence âgées de 18 ans et plus



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217485>

**Graphique 11.4. Participation auto-déclarée aux élections les plus récentes selon le lieu de naissance et le niveau de revenu du pays d'origine, taux de participation aux élections ajustés pour l'âge et le niveau d'éducation, 2002-12**

Pourcentage des personnes ayant la nationalité du pays de résidence âgées de 18 ans et plus



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217492>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

## Limites de la mesure

### **Engagement civique**

De nombreux indicateurs permettent a priori de mesurer l'engagement dans la société : participation à des associations d'utilité publique, à des activités sportives ou de loisirs, à des comités de quartier, à des syndicats, à des partis politiques, bénévolat, etc. L'importance des sorties entre amis est également une bonne indication de l'intégration dans la société. Toutefois, peu d'informations sur ces sujets sont disponibles au travers d'enquêtes de vie quotidienne. Lorsque de telles questions sont posées, elles se concentrent le plus souvent sur le simple fait de participer, mais ont plus de mal à évaluer avec exactitude l'amplitude de l'engagement. En soi, la participation à une activité ne signifie pas foncièrement qu'il y a engagement dans la société. De plus, on ne peut parler d'engagement dans la société si les activités sont centrées sur des sous-groupes (activités « ethniques » ou communautaires), et non sur la société dans son ensemble. Or les enquêtes de vie quotidienne n'interrogent jamais (à de rares exceptions près) sur le type précis d'activités ou sur les caractéristiques des participants (âge, sexe, pays d'origine). Pour toutes ces raisons, ce chapitre se concentre exclusivement sur l'acquisition de la nationalité du pays d'accueil et la participation aux élections.

### **Acquisition de la nationalité**

L'utilisation du taux d'acquisition de la nationalité comme un indicateur de l'engagement civique doit être vue dans toute sa complexité. L'interaction entre ce taux et le processus d'intégration est difficile à établir. La naturalisation peut être vue à la fois comme l'étape finale du processus d'intégration ainsi que comme un outil qui contribue à améliorer l'intégration elle-même dans plusieurs secteurs. L'accès à la citoyenneté est donc en même temps un indicateur social, un indicateur des politiques ainsi qu'un indicateur de l'ouverture de la société d'accueil.

Estimer le taux d'acquisition de la nationalité est impossible dans l'état actuel des connaissances. Deux estimations sont possibles à partir de sources administratives. La première consiste à rapporter le nombre d'acquisitions enregistrées une année donnée à la population étrangère de cette année (tableau 11.A1.1). Cette méthode, qui donne une indication sur les flux d'acquisition (et non sur les effectifs de personnes naturalisées), a comme principal défaut qu'elle utilise deux sources différentes : une pour les acquisitions et l'autre pour l'ensemble de la population étrangère. Il est également possible d'estimer un taux d'acquisition à partir des registres de permis de séjour des étrangers. Néanmoins, cette source n'est en général pas fiable. En effet, la base de données n'est souvent pas mise à jour des « sorties » (décès, sorties du territoire, acquisitions de nationalité), ce qui rend peu fiable autant le nombre d'acquisitions mesurées par ce biais que le chiffre de la population étrangère.

Certaines enquêtes donnent de bonnes estimations de la part des immigrants ayant la nationalité du pays d'accueil. Mais c'est une information qui reste imparfaite pour montrer la part des immigrants ayant effectivement acquis la nationalité. La plupart des enquêtes ne permettent pas de déclarer deux nationalités. La décision de l'immigré de déclarer une nationalité plutôt qu'une autre influe donc logiquement sur le taux d'acquisition.

Un autre écueil est qu'un immigré peut être né à l'étranger avec la nationalité du pays d'accueil (enfants d'expatriés qui naissent à l'étranger, étrangers considérés *ex post* comme nationaux à la naissance après un changement de frontière ou la constitution d'un nouvel

État). L'information sur la nationalité à la naissance est très rarement recueillie dans les enquêtes. Le module ad hoc 2008 de l'Enquête sur les forces de travail publié par Eurostat est une des rares sources internationales à poser cette question, mais ses données commencent à être anciennes et le prochain module 2014 sur le sujet n'est pas encore disponible. Dans l'idéal, il serait nécessaire de calculer un taux d'acquisition en excluant les immigrés nés avec la nationalité du pays d'accueil (qui représentent en 2008 jusqu'à un tiers des immigrés en Slovaquie, un quart au Portugal ou un sixième en France), ces derniers tendant à biaiser le taux à la hausse.

Le dernier écueil est que la part d'immigrés ayant la nationalité devrait être calculée uniquement sur la population immigrée éligible. Les conditions imposées pour obtenir la nationalité sont nombreuses, complexes et très diverses selon les pays et les situations individuelles des immigrés (durée de séjour, conditions économiques, niveau de connaissance du pays d'accueil et de sa langue, etc.). Aucune enquête ne permet de recouper entièrement ces conditions, donc de connaître la population éligible. Dans ce chapitre, le taux d'acquisition a donc été estimé à partir de la durée de séjour. Dans tous les pays de l'OCDE et de l'Union européenne, l'accès à la nationalité est toujours soumis à des conditions de durée de résidence (entre deux et douze ans selon les pays, le plus souvent cinq ans). Dans les faits, ces durées sont souvent insuffisantes pour acquérir la nationalité, car remplir les autres conditions demande également du temps. Pour s'assurer un nombre réaliste d'immigrés éligibles à la naturalisation, le taux d'acquisition est finalement calculé sur la population résidant depuis au moins dix ans.

### **Participation aux élections**

La participation électorale est un indicateur soumis à de nombreuses réserves. Le taux de participation officielle, issu des données d'émargement des listes électorales, n'est disponible que pour l'ensemble de la population éligible (et pas par sexe ou pays de naissance). L'indicateur présenté ici est donc mesuré par des sondages d'opinion. Le premier écueil de la mesure de la participation aux élections est qu'elle est déclarative. Hors, les taux de participation auto-déclarés au cours d'enquêtes s'avèrent dans leur grande majorité supérieurs aux taux de participation globale mesurés par les autorités électorales. En deuxième lieu, le vote est obligatoire dans un certain nombre de pays de l'OCDE, ce qui rend obsolète la mesure de la participation aux élections comme indicateur de l'intégration. Mais surtout, les élections nationales ne sont ouvertes qu'aux nationaux dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE.

Pour éviter que les immigrés se déclarent éligibles au vote alors qu'ils ne le sont pas, seule la population ayant la nationalité du pays de résidence est considérée dans cet indicateur, même pour les rares pays (Portugal, Royaume-Uni) autorisant le droit de vote pour certaines nationalités étrangères. Le fait de ne prendre en compte que les nationaux a une influence réelle sur les comparaisons entre pays, les règles nationales d'acquisition de la nationalité influençant fortement les taux de participation aux élections. En effet, selon les modalités d'acquisition, les personnes éligibles pourraient ne pas avoir la même volonté de se rendre aux urnes. Un processus long de naturalisation laisse par exemple le temps de s'intéresser à la vie politique du pays d'accueil, à l'inverse d'une naturalisation après seulement quelques années de séjour, sauf si le migrant avait dès le départ l'idée d'une installation définitive. L'autorisation de double nationalité peut également faire partie des critères qui font varier la participation aux élections. Tous ces éléments rendent complexes les comparaisons entre pays sur ce sujet.

L'indicateur présenté ici se concentre sur les élections nationales, et rend donc moins compte de la participation aux élections réelle, qui peut également passer par d'autres types d'élections (municipales, européennes au sein de l'Union européenne). C'est d'autant plus le cas chez les immigrés qui peuvent, dans certains pays, voter à ce type de scrutins sans avoir la nationalité (voir le rapport du Parlement européen dans « pour en savoir plus »).

Enfin, la participation aux élections n'est en soi qu'une partie de l'engagement civique. De manière plus large, certaines activités politiques (signature de pétition, participation à une organisation politique, rassemblements politiques, appartenance à un comité) gagneraient à être quantifiées mais peu d'enquêtes disposent d'informations sur ces sujets.

## Notes, sources et pour en savoir plus

### Note concernant Israël\*

\* Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

### Notes concernant Chypre<sup>1, 2</sup>

1. Note en bas de page de la Turquie :

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

2. Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne :

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

### Notes pour les tableaux et graphiques

Graphique 11.3 : Les barres grises indiquent que les différences ne sont pas statistiquement significatives au seuil de 5 %.

Graphique 11.4 : Les différences ne sont pas statistiquement significatives au seuil de 5 % pour Israël, la Pologne, le Portugal et la Slovaquie. Les différences pour le Canada et la Nouvelle-Zélande ne sont pas ajustées.

Les moyennes tiennent compte des taux qui ne peuvent être publiés individuellement pour des questions de taille d'échantillon.

### Sources des tableaux et graphiques

Indicateur 11.1 : 214 Enquêtes européennes sur les forces de travail (EU-LFS) 2012-13. American Community Survey (ACS) 2012. Recensement Australien 2011. Canada : Enquête nationale auprès des ménages (ENM) 2011.

Indicateur 11.2 : Données regroupées des enquêtes sociales européennes (ESS) 2002-12. Supplément portant sur les participants aux élections de l'édition de novembre 2012 de la *Current Population Survey* des États-Unis. Nouvelle-Zélande : *General Social Survey* (NZGSS) 2012. Supplément de l'Enquête canadienne de 2011 sur les forces de travail.

**Pour en savoir plus**

Arrighi, J.T. et D. Hutcheson (2013), *EUDO CITIZENSHIP Database on Electoral Rights*, European University Institute, San Domenico di Fiesole, <http://eudo-citizenship.eu/electoral-rights/comparing-electoral-rights>.

OCDE (2012), *Trouver ses marques : Les indicateurs de l'OCDE sur l'intégration des immigrés 2012*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264073432-fr>.

OCDE (2011), *La naturalisation : un passeport pour une meilleure intégration des immigrés ?*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264099623-fr>.

Parlement européen – Commission des affaires constitutionnelles (2013), *Franchise and Electoral Participation of Third Country Citizens Residing in EU and of EU Citizens Residing in Third Countries*, Bruxelles, [www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2013/474441/IPOL-AFCO\\_ET\(2013\)474441\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2013/474441/IPOL-AFCO_ET(2013)474441_EN.pdf).


ANNEXE 11.A1

*Tableaux et graphiques supplémentaires*

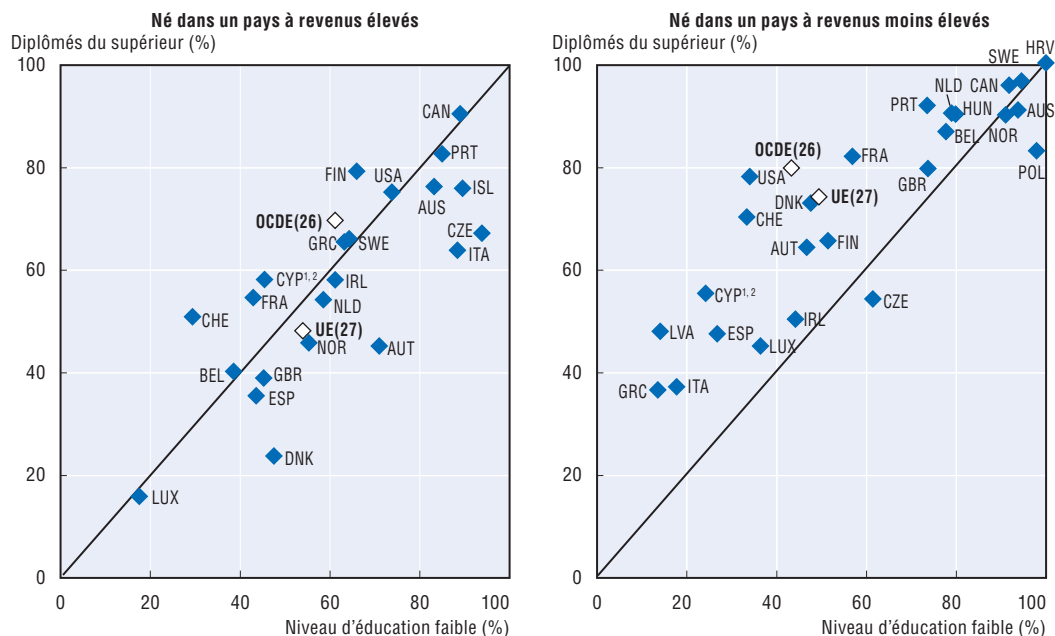
Tableau 11.A1.1. **Évolution du nombre de naturalisations, 2002-12**

	2002-06		2007-11		2012	
	Nombre (moyenne annuelle)	% de la population étrangère	Nombre (moyenne annuelle)	% de la population étrangère	Nombre	% de la population étrangère
Australie	90 965	..	111 715	..	83 698	..
Autriche	36 594	4.8	9 014	1.0	7 043	0.7
Belgique	35 650	4.1	34 192	3.3	38 612	3.3
Bulgarie	5 103	41.5	11 114	30.6	..	..
Canada	189 971	11.4	171 562	9.8	113 150	6.4
Chili	393	..	749	..	1 225	..
Croatie	10 797	29.8	6 528	17.6	1 081	3.9
Chypre <sup>1, 2</sup>	2 913	3.2	2 887	2.0	2 314	1.4
République tchèque	3 587	1.5	1 753	0.4	2 036	0.5
Danemark	11 403	4.2	4 575	1.4	3 267	0.9
Estonie	5 229	2.0	2 145	1.0	1 339	0.6
Finlande	4 914	4.6	4 762	3.2	9 087	4.8
France	148 851	4.2	132 578	3.5	96 088	2.4
Allemagne	132 848	1.9	102 418	1.5	112 348	1.6
Grèce	..	..	15 992	2.3	21 737	2.9
Hongrie	6 021	4.4	9 798	5.1	18 379	12.9
Islande	612	5.9	622	2.7	413	1.9
Irlande	4 087	1.3	6 547	1.1	25 039	4.6
Italie	21 431	1.0	56 128	1.4	65 383	1.4
Japon	15 533	0.8	13 223	0.6	10 622	0.5
Corée	9 196	2.3	17 602	2.0	12 528	1.3
Lettonie	15 124	3.5	4 383	1.4	3 784	1.4
Lituanie	481	3.0	259	0.7	183	0.7
Luxembourg	892	0.5	2 838	1.3	4 680	2.0
Malte	552	4.8	807	4.5	1 138	5.3
Mexique	5 054	..	3 643	2.8	3 590	1.2
Pays-Bas	31 574	4.5	28 702	3.9	30 955	3.9
Nouvelle-Zélande	22 774	..	21 201	..	27 230	..
Norvège	9 934	4.8	12 634	4.0	12 384	2.9
Pologne	1 722	3.3	2 067	3.8	3 792	6.8
Portugal	1 806	0.4	19 520	4.4	21 819	5.1
Roumanie	304	0.6	5 005	8.6	..	..
République slovaque	2 507	9.7	586	1.0	255	0.4
Slovénie	..	..	1 513	3.0	768	0.7
Espagne	38 374	1.1	94 779	1.7	115 557	2.1
Suède	35 597	7.8	31 891	5.5	50 179	7.6
Suisse	38 554	2.6	41 553	2.5	34 121	1.9
Turquie	13 004	4.5	7 434	5.5	..	..
Royaume-Uni	142 929	5.1	174 127	4.1	194 209	4.1
États-Unis	576 033	2.8	752 967	3.5	757 434	3.6
<b>Total UE (28)</b>	<b>701 290</b>	<b>2.7</b>	<b>766 909</b>	<b>2.4</b>	<b>853 456</b>	<b>2.5</b>
<b>Total OCDE (33)</b>	<b>1 638 040</b>	<b>2.9</b>	<b>1 890 831</b>	<b>2.9</b>	<b>1 888 183</b>	<b>2.9</b>

1, 2 : Notes à la fin du chapitre.

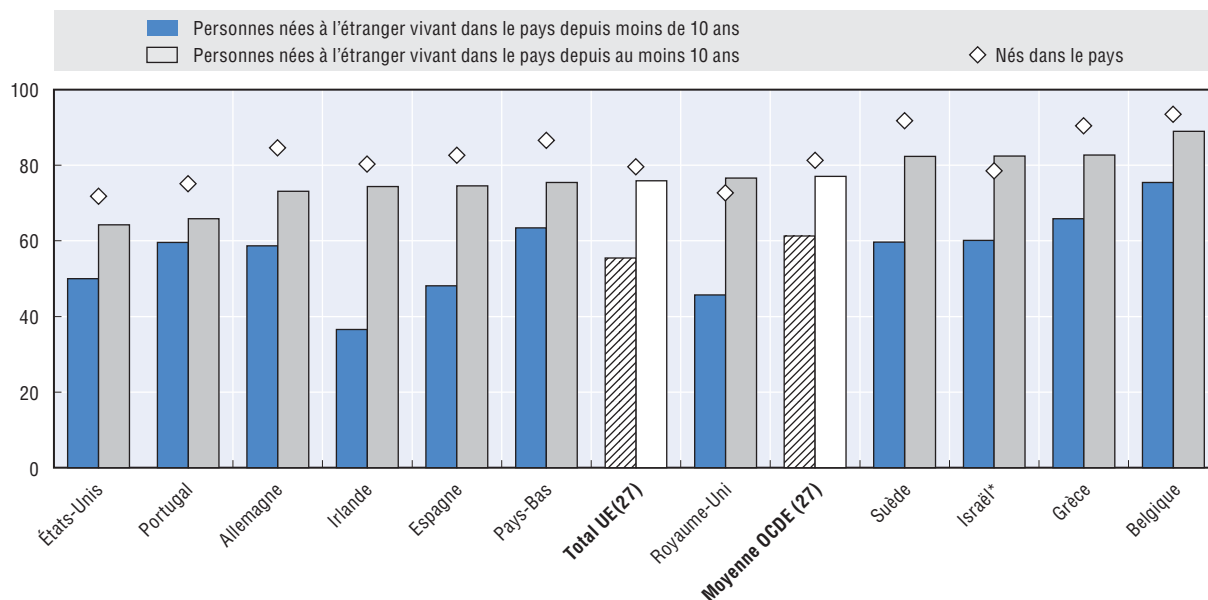
Source : Base de données de l'OCDE sur les migrations internationales (2002-12) ; Base de données Eurostat sur les migrations internationales et l'asile (2002-12) pour Chypre<sup>1, 2</sup>, la Croatie, Malte, le Portugal (2012) et la Turquie.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933217520>

**Graphique 11.A1.1. Taux de naturalisation parmi les immigrés qui résident dans le pays d'accueil depuis au moins dix ans, selon le niveau d'éducation, population âgée de 15 ans et plus, 2012-13**



**Graphique 11.A1.2. Participation auto-déclarée des immigrés aux élections les plus récentes selon la durée de séjour, et comparaison avec les personnes nées dans le pays, 2002-12**

Pourcentage des personnes ayant la nationalité du pays de résidence âgées de 18 ans et plus



\* Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Source : Enquêtes sociales européennes (2002-12) ; États-Unis : Current Population Survey, supplément portant sur les participants aux élections de l'édition de novembre 2012.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217518>



Extrait de :

## Indicators of Immigrant Integration 2015 Settling In

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264234024-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Union européenne (2015), « Engagement civique des immigrés », dans *Indicators of Immigrant Integration 2015 : Settling In*, Éditions OCDE, Paris/Union européenne, Brussels.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264233799-14-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).